

---

## Coupes dans le budget animation UCL 2015

### Constats et conséquences d'une animation étudiante définancée

---

*Document de synthèse présenté par la délégation AGL au Conseil Central des Affaires Sociales et Étudiantes (CASE CENTRAL) du jeudi 12 mars 2015.*

Pour l'année 2015, nous avons appris que le budget social de l'UCL allait subir d'importantes coupes budgétaires. Ces coupes s'inscrivent dans un contexte politique d'austérité, mais témoignent également d'un choix que l'université fait face à ce contexte de sous-financement.

Le but de ce document sera d'éclaircir les conséquences néfastes des coupes budgétaires dans le secteur de l'animation tout en mettant en avant le contexte global dans lequel elles s'inscrivent, certaines contradictions au sein des choix de notre université ainsi que quelques pistes et idées afin d'améliorer la situation.

Les résultats des conséquences pour les différentes organisations étudiantes (voir point 2: *Constats et conséquences des coupes dans l'enveloppe animation*) sont le fruit de contacts personnalisés avec chacune de ces organisations, effectués au début de cette année 2015.

### **I. Contexte global : un sous-financement chronique de l'enseignement supérieur en Belgique francophone**

Le financement de l'enseignement supérieur est soumis à un régime d'austérité et au principe de l'enveloppe fermée depuis 1996. À partir de ce moment, le financement par étudiant n'a fait que baisser et compresse de plus en plus les possibilités financières de l'UCL : de 2002 à 2012, il a baissé de 16 %. Le budget social est financé pour partie par un budget spécifique proportionnel au nombre d'étudiants et pour une autre par un transfert du budget ordinaire vers le budget social. Suite aux restrictions budgétaires successives, l'UCL a décidé de ne pas dépasser une marge de 1 million de déficit pour le budget social.

Aujourd'hui, l'UCL est à nouveau forcée de réduire son budget. Nous questionnons ci-dessous la pertinence d'une coupe dans les budgets liés aux affaires sociales en général et à l'animation en particulier. Mais plus largement, il faut pointer la responsabilité du ministre de l'enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt, qui n'a jamais réagi malgré les nombreux avertissements, appels et la mobilisation des académiques et des étudiants pour un réel refinancement public de l'enseignement.

## 2. Constats et conséquences des coupes dans l'enveloppe animation

### 2.1. Les cercles

Les activités des cercles de notre université seront fort impactées suite à la coupe de 20% dans les subsides « ANIM » annoncée pour 2015. Lors de nos contacts avec les différents cercles, fort est de constater que la majorité des activités qui seront délaissées sont **des activités de type folkloriques, sociales et culturelles qui se font en partenariat avec la faculté concernée** et qui offrent des **services directs à la communauté étudiante**.

Ainsi, pour citer quelques exemples concrets, le CI s'inquiète de la diminution de budget pour **les 24h** (50% de subsides en moins). Ils s'interrogent par ailleurs quant à leur participation à l'événement chaque année. Le CESEC n'est pas certain non plus de continuer à proposer une activité lors de l'après-midi sur la "Place des voisins". De même, de nombreux cercles pensent que la fête des 24H vélos serait une des premières activités à délaissées suite à un manque de budget. C'est le cas par exemple du FLTR, de la MAF ou de l'Adèle.

Certains cercles organisent une **vente de sandwiches** sur le temps de midi et celle-ci n'est parfois pas rentable. S'il faut couper dans leurs budgets, certains cercles n'hésiteraient pas à arrêter de proposer ce service aux étudiants. C'est le cas de l'Adèle, de la MAF (manque de comitards et de moyens), mais également du Cesec. De plus, l'offre de sandwiches sera réduite et la qualité risque de chuter afin de continuer à offrir aux étudiants un lunch peu cher sur le campus.

De nombreux cercles organisent chaque année une **revue**. Ce spectacle, réalisé grâce à de nombreux étudiants bénévoles de la faculté, permet, plus que toutes les autres activités, d'ouvrir les cercles aux étudiants non baptisés. Ce genre de projet nécessite énormément de temps et d'investissement, mais également des subsides. Or, d'année en année, les subsides reçus diminuent et cela finit par se ressentir. Ainsi, la MAF organise tous les ans une revue, mais celle-ci se fait presque chaque année à perte. L'idée de ne plus organiser de revue émerge de plus en plus souvent. Le CESEC recevait il y a trois ans 6000€ de subsides. Cette année, leurs subsides ne s'élèvent plus qu'à 3000€. S'ils diminuent encore, la revue ne pourra sans doute plus se faire à l'Aula Magna, à moins que la participation financière des étudiants n'augmente. Nombre d'autres revues seraient tout simplement moins impressionnantes que dans le passé, malgré la motivation et l'investissement des étudiants concernés.

Enfin, les cercles témoignent avec ardeur de leurs inquiétudes quant à la survie de **certaines de leurs activités** : le journal de cercle pour le CEP, soupers facultaires, séances cinéma du FLTR, conférences, barbecues d'accueil de la MDS. Le cercle Pharma n'organisera peut-être plus de soirée de parrainage pour les premières années ni de jeux (interville) entre les différentes années à un prix démocratique.

Comme pour la majorité des événements des autres cercles, il est clair que ce sont les activités liées à la faculté qui tomberont. Ce sont justement ce genre d'activités que l'université vise à favoriser au sein de la communauté étudiante. Tout cela s'inscrit dans un sentiment général d'inquiétude et d'incertitude pour un grand nombre de cercles. Rappelons enfin que chaque activité devra désormais être réfléchi dans une optique de gain et que cela éliminera par conséquent les idées et les projets qui ne répondront pas à ce critère et pourraient pourtant être extrêmement positifs pour les étudiants, la vie sur le campus, et l'image de l'université.

## 2.2. Les régionales

Les régionales de l'UCL, plus petites structures que les cercles, sont également touchées par les coupes. Elles sont au nombre de 16 au sein de l'UCL et leurs situations diffèrent bien sûr d'une régionale à l'autre. Certaines possèdent une surface d'animation, d'autres n'en ont pas. Elles s'inscrivent, tout comme les cercles, dans un contexte où les étudiants sortent de plus en plus tard et où le débit de boisson diminue d'année en année, et donc également les bénéfiques qui y sont liés.

Les régionales proposent, tout comme les cercles, des activités qui rapportent, tels que des bars, bals ou autres activités qui nécessitent une contribution financière de l'étudiant. Elles proposent également un grand nombre d'activités gratuites, qui visent à faire connaître leur région ainsi que leurs spécificités culturelles. Parmi celles-ci, nous pouvons citer plus particulièrement la semaine Fédé, le carnaval (deux activités organisées par la FÉDÉ) ou les semaines culturelles propres à chaque régionale.

Ces activités nécessitent des demandes de subsides afin de réaliser des **décor flamboyants** ainsi que des **vélos tout aussi surprenants**. Avec une coupe au niveau de leurs subsides « ANIM », de nombreuses régionales verront la qualité de leurs décors diminuer. C'est par exemple le cas de la Bruxelloise, de la Chimacienne ou de la Mouscronnoise. Cette problématique est en réalité commune à toutes les régionales. Les conséquences d'un tel sous-financement sont concrètes : impossibilité de racheter du matériel, récupération des décors précédents, etc.

Les **journaux des régionales** font également partie des activités qui ne rapportent rien financièrement, mais qui permettent aux étudiants de découvrir un folklore régional riche.

Les régionales se trouvent également dans un contexte où elles n'ont **pas de matelas ou de réserve** afin de faire face à un imprévu ou de s'octroyer une dépense spéciale. L'incapacité de faire face à un imprévu est également extrêmement stressante pour l'équipe du comité qui n'a pas envie de reléguer des dettes aux suivants et s'en voit pourtant forcée.

Enfin, les étudiants engagés dans les comités des régionales se sentent de moins en moins soutenus et constatent un déséquilibre entre, d'une part, le temps et l'énergie qu'ils insufflent dans leurs projets et, d'autre part, l'aide financière qui leur est apportée. Ceci, à la longue, risque de **démotiver et de déforcer l'animation**.

Le bilan pour les régionales est évident : ce seront **les activités folkloriques qui tomberont en premier lieu du fait d'un manque de subsides**. Certes, certaines régionales s'en sortiront mieux que d'autres, mais un trop grand nombre d'entre elles sont dans une situation critique. Ce constat ressort de manière claire de nos contacts personnalisés avec l'ensemble des régionales.

## 2.3. Les kots-à-projet

Au sein des kots-à-projets, les coupes dans l'enveloppe animation 2015 s'ajoutent à des mesures qui ont, l'an dernier, déjà touché les projets kapistes. En effet, le **non-chômage locatif** est passé, fin de l'année académique précédente, de 250€ par an à 200€ par an et par kot-à-projet. Ce subside constitue en réalité une aide au quotidien pour les kots-à-projets qui sont, pour la plupart, toujours complets. Il est donc utilisé tous les ans pour la gestion interne du projet. La baisse de ce subside de 250€ à 200€ représentait donc pour les kap's une perte non-négligeable de 20%. Une baisse de 50€ par kot-à-projet constitue à peu près une perte de 4000€ pour l'ensemble du monde kapiste, répartie de manière inégale parmi les kap's. Elle touche en effet

davantage les kots à petit budget, pour qui la perte est, proportionnellement, plus significative. En outre, il est essentiel de se rendre compte que de nombreux kots-à-projets fonctionnent avec un très petit budget et qu'une baisse, ne fut-ce que de 50€, les touche directement.

Pour 2015, de nombreux kots-à-projet se verront à nouveau moins subsidiés de par la baisse de 20% dans les subsides « ANIM ». Les implications de ces coupes se traduiront soit par une **baisse dans la qualité des activités offertes**, soit par une augmentation des prix d'entrée aux activités proposées. Cette augmentation des prix exclut directement de l'animation les personnes au budget serré et implique donc une **baisse de la participation étudiante aux animations offertes par les kap's**. Par ailleurs, de nombreux kots-à-projet demandeurs d'une aide financière auprès de l'UCL pour l'organisation d'une activité se verront mis sur le carreau. C'est là la **diversité de l'animation** qui est en premier lieu touchée.

Une attention particulière sur le cas du CSE Animations nous a semblé pertinente étant donné l'importance des coupes dans le financement des 24H. Les subsides accordés par l'UCL au CSE Animations sont très importants pour l'organisation de l'événement. En effet, les subsides aux activités récurrentes permettent de financer le dispositif de prévention mis en place en collaboration avec le Service d'aide et Univers Santé. Ce dispositif de prévention est d'environ 18.000€, cette somme reprend l'entièreté du dispositif stadier, la mise en place des tentes inf'eau, l'air de repos, la phonie le jour J et la visibilité de toutes les opérations de prévention mises en place par les services de l'UCL et du CSE lors de cet événement majeur.

L'état actuel des coupes dans les subsides ne permettrait pas de financer les dépenses les plus indispensables. La facture croix rouge (20.000€) ou les pompiers (3600€) ainsi que la sécurité (6700€), la course (10.000€), les Stadiers et tentes inf'eau (8600€) et le nettoyage (5000€) nous semblent des dépenses obligatoires dans lesquelles aucune impactation des coupes ne peut avoir lieu. Beaucoup d'efforts sont déjà mis en place pour couvrir ces frais et les répercuter sur les participants plutôt que de s'appuyer sur des subsides. L'autofinancement lancé cette année a de belles perspectives d'avenir mais il est trop tôt pour amputer l'organisateur de la plus grande manifestation étudiante du pays de la moitié de ses subsides.

## **2.4. L'AGL**

L'AGL a subi elle aussi des coupes pour l'année 2015 : elle passe de 2 à 1,75 équivalents temps plein. Les 2 équivalents temps plein proviennent en réalité de l'ajout aux 1,5 légaux d'une tranche 0,25 pour l'extension multi-site et d'une tranche 0,25 pour le soutien à l'animation et le bon fonctionnement du CAN.

Ce retour à 1,75 temps plein représente une perte de 15 000 €. Cependant, il serait aujourd'hui impossible pour l'AGL de se passer d'une partie du travail réalisé par les permanents tout en offrant la même qualité de service aux étudiants. L'Assemblée a donc pris la décision de maintenir la même masse salariale et tente aujourd'hui d'impacter le manque à gagner dans d'autres parties de son budget.

Elle a dès lors peur de ne plus pouvoir garantir **la location de ses salles** au même prix. Une augmentation du prix de location des salles mènera par ailleurs directement à une **baisse du nombre d'activités** qui y ont lieu. Qui plus est, une grande partie des étudiants qui louent les salles de l'AGL font partie d'un des trois autres collectifs, qui eux aussi possèdent un budget plus réduit. La **gestion du CAN** par

un des permanents AGL, normalement comprise dans les 0,25 équivalents temps plein supplémentaire, risque de ne plus être assurée également, tout comme le **secrétariat de l'asbl GECO** (gestion des gobelets réutilisables sur Louvain-la-Neuve).

De même, l'AGL contribue chaque année à la **distribution de subsides socio-culturels**. C'est un choix qu'elle a pris, mais qui ne constitue en rien une obligation. L'équipe de l'année académique prochaine pourrait revenir sur cette décision, non pas parce qu'elle trouverait inutile d'accorder ces types de subsides, mais bien parce qu'elle décidera de ne plus en faire une priorité en terme d'allocation d'argent. Notons également que la somme de subsides socio-culturels à accorder pour le deuxième quadrimestre est de 4000€ alors qu'il y a déjà eu, pour la première échéance, 6500€ de demandes. La deuxième échéance de demandes n'a pas encore eu lieu, mais il est clair que de nombreux projets portés par les étudiants ne recevront pas de subsides. La différence entre ces demandes et les subsides disponibles traduit un manque de financement général pour le secteur de l'animation et de l'offre socio-culturelle, notamment pour les activités portées par des étudiants qui ne sont pas reliés à un des trois autres collectifs.

### **3. Remarques quant aux choix budgétaires de l'UCL**

Bien que l'UCL se situe dans un contexte plus général de sous-financement, nous sommes convaincus que notre université peut faire des choix de gestion budgétaire qui ne conduisent pas à une telle diminution dans le budget animation. Insistons d'abord sur certaines contradictions qui ressortent de telles coupes.

L'UCL désire – et nous la soutenons vivement dans sa dynamique – que les étudiants développent des types d'activités alternatifs à la consommation de boissons *stricto sensu* ainsi qu'une guindaille plus responsable. Notre institution encourage par exemple les acteurs de l'animation lors de la reconduction des régionales, et maintenant également des cercles, à développer des activités ouvertes à tous, alternatives et en lien avec l'université. Ce type d'activités est justement celui qui nécessite une aide financière toute particulière. Sans aide structurelle, il devient de plus en plus difficile pour les différentes organisations de mettre sur pied ces activités alternatives aux guindailles « classiques ».

L'UCL tient également à attirer en son sein de nouveaux étudiants chaque année. N'oublie-t-elle pas qu'une animation étudiante encadrée est une image de marque hors pair à l'extérieur de ses propres murs ? Que de nombreux étudiants choisissent chaque année l'UCL pour son cadre de vie unique et sa richesse en termes d'animation étudiante ? L'animation est un facteur de publicité non négligeable pour notre université. Définancer ce qui est à la base de cette richesse et ainsi nuire à la variété et à la qualité des activités étudiantes est un choix dangereux de la part de notre institution.

Par ailleurs, l'UCL opère des choix budgétaires clairs dans certaines catégories. Ainsi, notre institution n'hésite pas à allouer un montant énorme à des événements de « public relations » comme les Doctorats Honoris Causa par exemple. Lors de sa mise au vert, le Conseil d'Administration de notre institution ne semble pas non plus souffrir d'un manque de budget, comme en témoigne le choix, pour tous les participants, d'un hôtel de luxe, dont les chambres les moins chères affichent des prix au-delà des 300€.

Nous pensons qu'une ventilation alternative et plus raisonnable du budget de notre institution est possible et souhaitable. Désinvestir dans le budget des affaires sociales et dans le secteur de l'animation étudiante est pour nous un choix qui est loin d'être opportun.

#### **4. Conclusions et perspectives**

En guise de conclusion, nous aimerions insister sur le fait que ces coupes budgétaires dans le secteur de l'animation n'amèneront rien qui soit de bon augure. Au contraire, ces coupes toucheront de manière quasi systématique un certain type d'activités qui constituent la richesse de notre monde étudiant. Ces activités qui seront fortement touchées ou même contraintes de disparaître sont des activités culturelles, liées au folklore, qui sont gage de diversité et d'inclusion, ou qui offrent une animation alternative à la « guindaille classique ». C'est donc là un retour en arrière fondamental en termes d'offre liée à l'animation.

C'est pour cette raison que nous demandons une annulation des coupes dans le secteur de l'animation lors de la confection du budget de l'année 2016 et un refinancement significatif du budget social de notre institution. Nous souhaitons également une meilleure consultation des étudiants lors de la conception du budget qui les concerne directement.